

Un cas de pathologie politique l'« Action française »

par Henri BRUGMANS,
Recteur du Collège d'Europe (Bruges).

★

Voici qu'un savant américain, qui d'ailleurs a fait une partie de ses études à l'Institut d'Études Politiques de Paris, le professeur Eugen Weber de Stanford, Californie, nous présente un livre substantiel sur l'« Action Française » (1). Près de 550 pages in octavo, nourries d'une abondante documentation, bien écrites et solidement pensées. En effet, l'auteur ne s'est pas perdu dans le fouillis des querelles, manœuvres et intrigues qui caractérisent si déplorablement l'histoire de la Troisième République, tant à droite qu'à gauche. Mais, d'autre part, il ne s'est pas laissé entraîner dans un procès de tendance : sans doute, il ne partage pas les idées de Maurras — comment un Anglo-saxon les partagerait-il du reste ? — mais son étude n'a rien d'un réquisitoire systématique. Dans le fond, il s'agit d'une autopsie intelligemment conduite et dont les résultats nous sont exposés sans passion.

Le tableau ainsi présenté embrasse même davantage que l'évolution d'un seul mouvement : il reflète toute l'histoire politique de la France pendant la première moitié de notre siècle et, plus particulièrement, entre les deux guerres, car s'il est vrai que le « nationalisme intégral » n'a que rarement influencé le cours des événements, il n'a cessé d'être sur la scène publique, mêlé constamment aux tumultes. Dès lors, il sera impossible pour quiconque se penchera sur la politique française, d'ignorer le substantiel volume de M. Weber. Soigneusement, celui-ci a analysé le phénomène, épisode par épisode, de l'affaire Dreyfus jusqu'à la collaboration vichyssoise, en passant par les bruyantes campagnes de la guerre et de l'immédiat après-guerre, la mort de Philippe Daudet, le conflit avec Rome et avec le Prétendant, le 6 février 1934 et ces curieuses prises de position

en faveur de « Munich », où la phraséologie pacifiste couvre un mélange baroque de défaitisme et de chauvinisme. Bref, toute une époque revit dans ces chapitres.

Sur deux points, cependant, nous aurions voulu une information plus ample. D'abord, en ce qui concerne la condamnation de l'« Action française » par le Vatican, ensuite, sur le rôle joué par des militants royalistes dans l'administration de Vichy.

Dans ce premier domaine, le lecteur reste un peu étonné de cette excommunication soudaine, mal argumentée et mal présentée, qui au fond correspondait si peu à la situation de l'Église de France en 1926. Sans doute, Rome s'était-elle réconciliée avec la République ; elle avait donné la consigne du « ralliement », mais, en réalité, entre le Catholicisme et le Laïcisme d'alors, il ne pouvait jamais s'agir que d'un armistice. D'autre part, dans la pratique, les Camelots du Roi n'avaient pas cessé de se comporter comme les défenseurs les plus actifs de la religion, partout où elle était menacée par les autorités républicaines ou les mouvements de « gauche » — un peu comme le firent les *Comitati Civici* italiens après la deuxième guerre mondiale. Pourquoi donc, ce coup de crosse — qui était à la fois un coup de massue et un coup de théâtre — si violent et si inattendu, qu'une forte proportion du clergé français refusa pertinemment d'en accepter les conséquences ? Le problème est d'autant plus troublant que le Vatican n'a jamais ni défendu le régime démocratique en soi, ni condamné le natio-

(1) Eugen Weber, *Action française, Royalism and Reaction in Twentieth Century France*. Stanford University Press, Stanford, California, 1962.

nalisme en principe. Il reste là une part de mystère que seules les archives romaines pourraient dissiper peut-être. Dans le livre de M. Weber, l'interrogation reste entière.

Pour ce qui est de la collaboration de l'« Action Française » au régime du maréchal Pétain, l'auteur montre admirablement l'apport « idéologique » du « mouvement » à l'« Etat ». Mais dans quelle mesure cette coopération se répercuta-t-elle dans les faits ? Y eut-il, par exemple, des contacts entre les tenants du corporatisme royaliste et les anciens syndicalistes qui, comme Georges Dumoulin et André Belin, étaient allés rejoindre Vichy ? Si oui, le nom de Proudhon fut-il un signe de ralliement ? D'autre part, quel fut le rôle de l'A.F. dans les campagnes antisémites sous l'occupation ? Là encore, nous devons nous contenter de citations, prises dans le journal ou d'autres publications. Mais lorsque Xavier Vallat fut responsable de l'exécution des lois « raciales », quelle fut son attitude en réalité ? Son procès doit contenir des précisions à cet égard — précisions qui pour Maurras, étaient sans doute nouvelles — et dont nous eussions aimé avoir l'essentiel. En résumé, l'occupation offrit aux maurrassiens leur première et leur unique chance d'assumer une partie des responsabilités administratives (nous n'osons pas dire : du pouvoir). Comment s'y sont-ils comportés, eux, si éloignés du concret et qui n'avaient jamais connu dans la vie publique que la pureté de la « doctrine » et les virulences de l'opposition ?

Voilà deux remarques, qui sont d'ailleurs des questions posées plutôt que des critiques. En concluant sur ce point, répétons que le professeur Weber nous a donné un ouvrage de base. Ceci dit, ajoutons à ce compte rendu quelques réflexions générales.

*
**

Nous avons appelé le phénomène de l'« Action Française » un cas de « pathologie politique ». En effet, rien n'est plus contradictoire que ce mouvement qui a toujours prétendu incarner la logique latine la plus pure. Jetons-y un coup d'œil.

Voilà un groupe qui n'a cessé de se placer à l'extrême. Là où d'autres se contentaient d'insinuer, l'A.F. prétendait dire « toute la vérité », en exagérant, en déformant, en calomniant de toutes ses forces. Ce fut surtout la tâche de Léon

Daudet, pour qui le monde était simple : d'une part, les bons patriotes, les Français de souche, porteurs d'une civilisation unique — de l'autre, les ennemis de la patrie (donc, en quelque sorte, du genre humain), conspiration redoutable, animée par les bolchéviks, la Sûreté, les francs-maçons, les Juifs et les « ploutocrates » ..., les uns et les autres consciemment ou inconsciemment au service de l'Allemagne « éternelle ».

Or, après la défaite de 1940, ces manichéens, qu'on se serait imaginé partout sauf au centre, viennent justement se placer là : à distance égale du Gaullisme et du Nazisme. Certes, là encore, la logique n'est pas absente, mais on a cependant de la peine à voir les enfants terribles de la Troisième République soutenir le chef qui incarnait le « juste milieu » des « bien pensants », l'homme en qui ils s'obstinaient à voir un Monck...

Autre contradiction : s'il a jamais existé une philosophie maurrassienne, elle fut rationaliste. Sans cesse, le vieil homme de Martigues en appela de la clarté méditerranéenne contre le romantisme des Nordiques. Il continua même à le faire du temps où Hitler triompha outre-Rhin et que de notables parties de la Droite française — y compris bien des « ultras » qui, naguère encore, se croyaient royalistes — transféraient leur loyauté politique à des mouvements plus agressifs et plus nettement fascistes. Jusqu'à la fin de sa vie, les Nazis restèrent, pour Maurras, des barbares. Et, pourtant, son propre nationalisme s'attacha de plus en plus à des « valeurs » sentimentales et instinctives du type « germanique » : le sol « sacré », cette variante de *Blut und Boden*.

En plus, l'extrémisme que nous venons de mentionner plus haut, devait nécessairement contraster avec cette raison pure dont Charles Maurras se voulait l'interprète et le gardien fidèle. Entre cartésianisme et démagogie, la contradiction paraît totale, mais il ne semble pas que le maître s'en soit trop offusqué. Il souriait avec indulgence aux excès de langage de Léon Daudet et on ne sache pas qu'il ait protesté lorsque (pour prendre un exemple extrême et proprement absurde) l'hebdomadaire crypto-royaliste *Candida* vint dire que les récits horribles des camps de concentration nazis constituaient une nouvelle manœuvre judéo-russe pour discréditer le nouveau régime d'ordre, installé en Allemagne.

La vérité, c'est que la logique abstraite peut conduire aux extrêmes, alors que la raison s'en écarte, parce qu'elle a pour fonction de toujours voir les différents aspects des phénomènes. La polémique extrémiste de l'A.F., au contraire, avait, pour certains esprits, le charme d'aller « jusqu'au bout de ses idées ». En fait, en se concentrant délibérément sur un aspect seul des choses, fût-il fictif, elle sacrifia le bon sens et la réalité, aux exigences d'une partisanerie tapageuse.

En troisième lieu, l'« Action Française » correspondait à toute une situation politique, en Europe en général, mais, par l'essence de sa doctrine, ne put en profiter. Sans doute, elle fut, en quelque sorte, le porte-drapeau d'un mouvement qui eut ses ramifications un peu partout dans les pays voisins de la France. Elle exprimait à merveille cette « révolution conservatrice », dont a parlé un historien allemand (2). Mais puisque cette « révolution » était en même temps nationaliste, elle devait être écartelée entre ses solidarités idéologiques d'une part et son patriotisme de l'autre... si l'on veut : entre « politique d'abord » et « France d'abord ».

Voilà pourquoi Maurras et ses amis, même aux pires heures de leur collaboration vichyssoise, même en appuyant la politique nazie de leur plume, n'ont jamais, entre eux, appelé les Allemands autrement que « Boches ». Voilà pourquoi, avec un esprit chevaleresque qui ne manque pas de grandeur, ils ont toujours refusé les subsides de l'ennemi et même l'aide des services d'information vichyssois. Pourtant, ils réservèrent leurs attaques les plus virulentes pour de Gaulle. Ce dernier n'était-il pas un républicain, coupable de collaborer avec les assassins de Mers-el-Kébir, d'avoir quitté le pays à l'heure de la défaite et, surtout, de diviser les Français au moment même où ils n'avaient qu'à se grouper, unanimes, autour du trône du Maréchal ?

Bref, au cours de la guerre, il apparut clairement que l'A.F. n'incarnait pas une logique : elle en incarnait plusieurs, entre lesquelles il fallait choisir. L'impératif national ne coïncidait pas nécessairement avec l'impératif autoritaire, ni la haine du Germanisme avec celle de la République. Il fallait choisir. Plusieurs camelots choisirent la résistance. Plusieurs autres la collaboration militante. D'autres enfin, l'attentisme de Pétain. Tous,

sans doute, tenaient une part de la dépouille maurrassienne.

Enfin, ce groupe dont Daudet ramassa l'idéal dans un cri, lancé dans un meeting, « A bas la République, vive le Roi », n'a jamais été sérieusement royaliste. Je m'explique.

Si la royauté peut avoir un sens — comme c'est le cas dans plusieurs pays nordiques — c'est parce qu'elle symbolise cette unanimité instinctive, sans laquelle aucune communauté humaine ne saurait subsister. La monarchie constitutionnelle a pour fonction de refaire l'unité autour d'elle, aux heures où les querelles partisans risquent de dégénérer en brouilles permanentes, en guérilla civile.

Or, pour remplir une telle tâche, la dynastie doit être indiscutable. Moins qu'aucune autre autorité, elle ne peut dépendre d'un parti, fût-il majoritaire. Eh ! bien, ce que firent Maurras et Daudet, c'était justement cela : faire du royalisme un parti, voire une secte, un clan d'extrême-droite. D'où le conflit avec la Maison de France, longtemps latent, puis éclatant au grand jour en novembre-décembre 1937, lorsque le duc de Guise publia son manifeste et que des négociations stériles s'engagèrent entre le « Prétendant » et l'« Action française ». Bientôt, les « royalistes » n'auront même plus de roi à restaurer...

Dans ce conflit, c'est évidemment la famille royale qui eut raison. Pour la première fois, on y aperçoit le bon sens politique de l'actuel Comte de Paris, qui, dès lors, distingue nettement la faiblesse du mouvement, voire, son caractère inefficace, inconstitutionnellement et illégitime.

Mais, au fond, l'« Action Française » avait-elle jamais réellement voulu une restauration orléaniste ? Avait-elle jamais voulu davantage que répandre une doctrine avec Maurras, ou faire le plus de bruit possible, avec Daudet ? On peut en douter lorsqu'on voit l'attitude de ces « chefs » au moment du 6 février. Il se comportèrent en littérateurs, en journalistes, jamais en « révolutionnaires » ou en « restaurateurs » authentiques. L'un disparaît de la circulation pendant trois jours,

(2) Arnim Mohler, *Die konservative Revolution in Deutschland, 1918-1932, Grundriss ihrer Anschauungen*, Stuttgart, Friedrich Vorwerk, 1950 (malheureusement l'auteur ne mentionne pas Maurras et l'« Action française »).

l'autre s'enferme chez lui pour écrire des vers provençaux, le troisième va hurler dans la rue, puis, écrit son article pour le lendemain matin... et va se coucher. Et lorsque, le soir du 7, on demande à Maurras ce qu'il compte faire, il répond avec une délicieuse naïveté qu'il n'en sait rien : il n'a pas encore lu les journaux du soir...

Devant de tels dilettantes, de tels politiciens en rupture de ban, la dynastie légitime avait déjà eu des réactions défavorables avant la guerre de 1914. Mais alors les choses s'étaient arrangées à peu près, puisque, de toute façon, le prétendu Prétendant ne songea pas un instant à remonter sur le trône. Maintenant au contraire, trente ans plus tard, avec un candidat plus ambitieux et plus intelligent, la cassure devait se faire : dans la mesure où la royauté pouvait avoir une chance quelconque en France, elle était compromise par une propagande trop tapageuse, trop réactionnaire.

En plus, si les éclats, les écarts et les excès de l'A.F. compromettaient la cause d'un éventuel monarque, pouvait-on dire qu'au moins la philosophie de l'histoire, telle que la développaient les Maurras, les Bainville et les Gaxotte, présentait une vision acceptable du passé et, par là, une inspiration pour le présent et une ligne de force vers l'avenir ? Il est certain que les royalistes se sentaient très forts sur ce terrain.

Pourtant cette force était, elle aussi, un mirage. Sans aucun doute, l'historiographie moderne n'a pas laissé debout grand'chose de la mythologie républicaine et révolutionnaire, telle qu'on la trouve chez un Michelet, voire même chez un Jaurès. L'ancien régime n'était nullement une geôle, une sacristie obscurantiste, un lieu d'oppression et de misère, un système inhumain contre lequel le bon peuple de France se serait enfin révolté. Mais il n'était pas non plus cette société vitale et foncièrement saine, grouillante de libertés, que M. Pierre Gaxotte nous a décrite avec tant d'éloquence au début de son ouvrage sur la Révolution. « Ni cet excès d'honneur ni cette indignité ». En réalité, les autonomies provinciales se mouraient déjà en 1789, et toute l'aspiration des premiers révolutionnaires fut de les restaurer, en leur insufflant un souffle démocratique. Plus tard seulement, avec les Jacobins, la France fut reprise en mains par le gouvernement central,

mais on peut dire qu'au fond, le Comité de Salut Public continua, avec infiniment plus d'efficacité, la tradition administrative qui, déjà, existait à Versailles. De même, les corporations de métier, les guildes, que la Constituante abolira par la loi le Chapelier — d'ailleurs l'une des lois les plus néfastes de l'histoire politique française — n'étaient plus que des fossiles et, le plus souvent, des fossiles nuisibles.

Allons plus loin. Non seulement l'image d'Epinal antirépublicaine était aussi fautive que la républicaine — il suffit pour s'en convaincre de se reporter à Tocqueville qui, à ce sujet aussi, avait vu clair — mais, contrairement à ce que prétendit l'« Action Française », toute l'histoire des Capet, des Valois et des Bourbon fut une longue tentative de centralisation liberticide. Que Maurras ait cru devoir s'insurger contre les excès du centralisme parisien, c'est certain et nous pensons qu'il avait raison à cet égard. Mais qu'il ait cru reprendre ainsi un *leitmotiv* de la lignée royale, ce fut une erreur historique. Qu'il s'agisse de Philippe Auguste ou de Philippe le Bel, de Louis XI ou de Louis XIV, les plus fortes personnalités d'entre les rois de France ne se sont jamais contentées de jouer les « arbitres » entre les régions et les corps constitués : constamment, ils ont augmenté leur pouvoir, aux dépens de leurs sujets rebelles.

Pour tout dire : les soi-disant « royalistes » de l'« Action Française » étaient très fiers d'une « doctrine », qui, en réalité, ne reposait sur rien. S'ils ont repris une tradition politique française, c'est la plus lamentable de toutes : celle de la Fronde.

Et pourtant, dans le pays de Descartes, ce mouvement proprement in-sensé a connu un succès durable, puisqu'il a marqué la vie française pendant plus d'un tiers de siècle.

Succès contradictoire d'ailleurs, comme il fallait s'y attendre. Ces publicistes qui vivaient pour la politique, n'ont guère réussi à influencer les actes du pouvoir : on peut même se demander si jamais ils l'aient sérieusement voulu. Il est vrai que, en opposition violente au Cartel des Gauches, ils aidèrent à pousser la Chambre « horizon bleu » vers la décision, d'ailleurs fatale, d'occuper la

Ruhr en 1923. Mais c'est à peu près tout. On en conviendra : le bilan est maigre. De même, chaque fois que l'A.F. s'est lancée dans une aventure électorale, ses efforts se sont presque toujours soldés par une défaite : son rayonnement dans la masse du public restait limité.

Par contre, son succès intellectuel et littéraire fut éclatant. Rares furent les jeunes des années 1910 et 1920, qui n'aient été influencés par les idées royalistes, fût-ce de manière négative. Les lecteurs du livre de M. Weber seront surpris de trouver, dans ces pages, certains noms auxquels ils ne s'attendaient peut-être pas.

M. Mauriac avoue que bien souvent, dans sa carrière, il s'est rencontré avec Maurras et le maurrassisme, réagissant quelquefois avec violence et quelquefois avec mollesse, mais rarement avec indifférence. Un futur communiste comme M. Claude Roy fit ses premières armes politiques comme Camelot du Roi. M. André Malraux en fut proche pour une certaine période : il y cherchait sans doute une certitude doctrinale et l'efficacité dans l'action, avant d'apercevoir que, finalement, « l'Action Française » ne lui offrait que de l'agitation stérile et un catéchisme douteux. L'un des hommes les plus intelligents de sa génération, M. Thierry Maulnier, resta fidèle au mouvement, même pendant l'occupation. Un écrivain belge comme Maurice Maeterlinck, qui pendant longtemps passa pour un génie de la littérature, se nourrissait politiquement de « nationalisme intégral » français. Personne d'entre eux ne pensa sans doute qu'une restauration monarchique en France fût vraiment réalisable — mais on ne leur en demanda pas tant (3).

Mais même au-delà des milieux cultivés, les journaux maurrassistes ont connu un succès considérable. Non seulement le quotidien, qui eut à peu près constamment plus de 50.000 lecteurs, mais aussi un hebdomadaire comme *Candide* qui tira à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires, puis, plus tard, *Je suis Partout* — sans compter *Gringoire* qui n'était ni royaliste ni même crypto-royaliste, mais constituait cependant une forte concurrence dans les masses d'extrême-droite. Et ces quelques titres n'épuisent pas la liste des publications, où l'influence royaliste était sensible. Celle-ci ne se limitait donc pas exclusivement aux cercles intellectuels : le très grand public se mon-

trait également sensible à cette propagande « ultra ».

Il nous reste d'examiner comment ce paradoxe fut possible. A quels facteurs peut-on attribuer le prestige d'un mouvement sans issue et sans espoir, voire même sans véritable volonté politique ? Le moment est venu de poser cette question, puisqu'aujourd'hui, il ne reste de l'A.F. que le souvenir.

La première raison nous paraît être que la France, pays foncièrement conservateur, n'a jamais pu développer un véritable parti conservateur, du type Tory. Des millions de Français votent à droite, mais, contrairement aux Britanniques, ils n'osent pas l'avouer. D'abord, leur tempérament politique paraît les porter à des exubérances, au moins verbales. Comme le dit un personnage d'Anatole France : pour réussir en politique, il faut être modéré — « mais modéré avec violence ». Or, cette modération dans la violence, c'est exactement ce que parut offrir l'« Action Française ». Rares furent les électeurs qui leur eussent confié une part réelle dans les affaires sérieuses, mais beaucoup d'entre eux s'amuserent des truculences de Léon Daudet — qui était au demeurant, le meilleur, le plus généreux des hommes, le plus petit bourgeois français des petits bourgeois français (4). Plus nombreux encore furent ceux qui estimaient que la droite « classique » avait besoin de dynamisme supplémentaire : l'A.F. serait là pour cela.

En réalité, ce qui se produisit, ce fut une polarisation fatale, le conservatisme « sérieux » du « Bloc National » devenant de plus en plus stagnant, alors que toute la vitalité royaliste s'épuisait en pure perte, dans des campagnes démagogiques qui ne pouvaient avoir de lendemain. De même que les *angry young men* du Communisme ne galvanisaient pas la Gauche fran-

(3) Weber, p. 272 : « Some members of the Right, like Charles Benoist, a former ambassador to The Hague... (and others)... joined the Action Française, but more with a hope of destroying the Republic than of restoring the king. Benoist admitted to Henri de Kérillis, that he did not believe a traditional monarchy could really be restored: « Then how can you be against something that exists », asked Kérillis, « and for something which, according to you, can never exist again? » « I do not know, » answered Benoist, « All I know is that democracy in France shows itself more powerless every day to provide the country with a government ».

(4) Cf. Paul Dresse, *Léon Daudet Vivant*. Paris, Robert Lafond, 1947.

çaise d'alors, mais au contraire la paralysaient, l'« Action Française », elle aussi, donnait mauvaise conscience à ses voisins politiques les plus proches, mais ce fut tout ce qu'elle leur donna.

En second lieu, le public français d'alors, de tempérament raisonneur et sentimental, se sentait attiré par une doctrine, ainsi que par des personnalités pittoresques. Dans la grisaille politique et parlementaire d'alors, Maurras et Daudet faisaient fonction, l'un de philosophe incorruptible, l'autre de polémiste indépendant. Alors que le premier expliquait le fond des choses, le second expliquait « le dessous des cartes ». Dans l'*Action Française*, on pouvait tout dire, et si, le lendemain, on était acculé à un démenti, peu importait : le coup était porté avec courage.

En face d'un capitalisme d'autant plus profiteur qu'il était plus stérile, les royalistes osaient attaquer « les puissances d'argent ». Dans un pays où le sens civique se perdait, le chauvinisme paraissait un contre-poison. Là où le contrôle parlementaire organique devenait de plus en plus une farce, un journal d'opposition intransigeante pouvait jouer le rôle du défenseur des petits. Surtout, dans un climat politique irrespirable, d'innombrables Français éprouaient le besoin d'une doctrine et d'un mythe.

Cela aussi, l'A.F. le procurait. Pendant de longues années, Maurras avait élaboré son corps de doctrine : le professeur Weber décrit cette période d'incubation. Il en était arrivé à un ensemble d'idées, qui correspondaient exactement à la situation d'alors et qui reflétaient comme un « négatif », l'image de la pratique républicaine. Là où d'autres peuples avaient leur Fascisme ou leur National-Socialisme — que certains groupements français essayèrent d'imiter — le Maurrassisme était un véritable produit du sol français, hostile à l'étatisme des uns et au germanisme des autres. Bref, dans un pays où la mystique républicaine s'éteignait et où le Communisme était encore loin de prendre l'extension qu'il avait déjà en Allemagne, le citoyen français, en ouvrant son *Action Française*, pouvait être sûr de trouver une explication apparemment cohérente d'événements qu'il subissait en maugréant.

Car enfin, le succès du royalisme est dû principalement à l'inefficacité totale de la politique française d'alors. Remarquons d'ailleurs que pen-

dant l'entre-deux-guerres, aucun pays ne fit mieux, ni la Grande Bretagne monarchique ni l'Allemagne de Weimar. Au cours de toute cette époque déplorable, la vie politique semble être frappée de paralysie. Aucun problème véritable n'est abordé de front. C'est la période des « doubles jeux et des demi-mesures » (Denis de Rougemont), la période aussi de la médiocrité.

A ce sujet, les mémoires de M. Paul Reynaud ne concordent que trop avec celles du Général de Gaulle. Beaucoup de politiciens, peu d'hommes d'Etat. Surtout : aucune majorité stable et capable de réalisations. Ni Tardieu à droite, qui avait certainement l'étoffe d'un réalisateur, ni Paul-Boncour à gauche, qui l'avait peut-être, n'eurent la possibilité de donner leur mesure.

Après l'échec de la « manière forte », Poincaré est pratiquement éliminé : il ne reviendra en 1926 que pour stabiliser le franc et rassurer le grand public petit-bourgeois. Clemenceau se trouvait déjà éliminé auparavant. Puis, en 1931, ce fut le tour de Briand, au profit d'un Président de la République incolore, qui ne laissa d'autre souvenir que celui de son assassinat (de ce crime individuel, l'« Action Française » fit une immense affaire : elle y vit un acte de conspiration russo-germanique). Certes, Briand avait eu l'intelligence de proposer la seule politique étrangère possible après l'effondrement du poincarisme, mais il la conduisit à coups d'intuitions justes, non pas en fonction d'une vision raisonnée ; la France le laissa faire, sans doute faute de mieux. Enfin, le grand honnête homme, le chroniqueur politique lucide, le militant désintéressé que fut Léon Blum, resta prisonnier d'un parti dont la classe ouvrière se détournait et dont la pensée se sclérosa en conséquence : en 1936, au moment où le Front Populaire arriva au pouvoir, il n'eut guère, lui non plus, de programme cohérent à présenter.

Faut-il s'étonner que, dans un tel milieu d'impuissance, le prestige et le pouvoir de l'Etat se détériorent et que, dans la mare stagnante, les scandales éclatent ? Faut-il, en conséquence, s'étonner du succès de l'« Action Française » ?

Il faut s'en étonner d'autant moins que le mouvement sut cristalliser beaucoup de ressentiments, beaucoup d'inquiétudes, beaucoup de malaises, autour d'un nationalisme qui, pour nous paraître

morbide aujourd'hui, n'en correspondait pas moins, alors, à des conceptions généralement reçues.

Nationalisme, somme toute, pour « petits Français », au sens où l'on dit *little Englanders*.

N'est-il pas, en effet, curieux de constater que l'A.F. ne s'est jamais sérieusement intéressée au problème colonial ? Chez Weber, on n'y trouve aucune allusion. En réalité, les royalistes — et là au moins, ils étaient bien dans la ligne de la royauté française — n'avaient que peu d'intérêt pour les affaires d'outre-mer. Sans doute, comme l'Escartefigue de Pagnol, ils n'étaient pas mécontents de penser « que le drapeau français flotte sur ces terres lointaines », mais ils n'avaient aucune vision dans ce domaine.

Leur nationalisme était terrien comme celui de Louis XIV. Avant 1914, ils voulaient récupérer l'Alsace-Lorraine (comme tous les Français du reste). Après, ils rêvaient de morceler l'Allemagne vaincue et pensaient sérieusement que si l'on avait soutenu les séparatistes rhénans, l'histoire aurait pris un autre cours. Avec une ténacité remarquable et d'ailleurs une intelligence lumineuse, Bainville a toujours défendu sa politique européenne, celle qui, en fait, équivalait à des positions nationales défensives. Fait significatif : l'« Action Française », qui a fait campagne contre tant de choses — et souvent avec un réel courage et au moins une apparence de justification — ne semble jamais s'être élevée contre une philosophie de la défense qu'incarnaient André Maginot et la ligne qui portait son nom. « Refaire la France » à l'intérieur de ses frontières actuelles, à l'intérieur de l'hexagone — tel paraît avoir été tout l'espoir nationaliste. Politique « petite française » s'il en fut, mais qui devait plaire au public petit-bourgeois comme aux nobles frustrés, aux hobereaux endettés, aux paysans cléricaux et aux officiers antiparlementaires, auxquels s'adressait le mouvement... sans oublier le public étudiant du Quartier Latin, pour qui la suprématie culturelle et linguistique de la France ne faisait pas de doute — il suffirait qu'un peu d'ordre interne soit observé.

Faut-il donc conclure que, dans le maurrassisme, tout ait été violent, faux, mesquin et méchant ? Ce serait absurde. Jamais un courant d'opinion, qu'il soit de droite ou de gauche, ne s'attache durablement des troupes s'il ne fait appel à des senti-

ments plus généreux que la haine, le désir d'une revanche sociale ou la simple combativité destructrice. Si la fin de l'« Action Française » fut lamentable, il n'empêche qu'elle a eu le mérite de poser certains problèmes et de faire douter salutairement de certains préjugés.

Dans le royalisme, en effet, les idées justes n'étaient malgré tout pas rares.

Il n'était que trop vrai que la philosophie officielle de la République bourgeoise, telle que pouvaient l'exprimer des hommes comme Edouard Herriot, restait terriblement légère. Cet égalitarisme élémentaire — en contradiction, non seulement avec la psychologie humaine, mais aussi avec la pratique sociale courante — était une bien pauvre base intellectuelle pour un régime politique. Cette ignorance officielle des réalités collectives et communautaires — cette conception purement individuelle du citoyen — les royalistes n'étaient pas seuls à en démontrer la faiblesse, le caractère fictif et, pour le moins, suranné. Dans leur style turbulent, ils affirmaient ce que bien des sociologues modernes commençaient à dire. D'ailleurs, l'évolution actuelle de la société, avec ses Conseils Economiques et Sociaux, ses organisations professionnelles reconnues par l'Etat, ses puissants « groupes de pression » plus ou moins institutionnalisés, n'est pas sans rappeler des solutions dont Maurras avait, d'avance, deviné la portée et le grand avenir. Surtout, l'A.F. n'avait nullement eu tort, en insistant sur la nécessité d'un pouvoir indiscutable, stable par sa légitimité, au sommet de l'édifice politique : un positiviste comme Maurras lui-même voyait bien, notamment, quelle immense force constitue, pour l'Eglise romaine, sa continuité dans l'autorité légitime, son « Le Pape est mort, vive le Pape ».

Enfin, la polémique royaliste contre une centralisation excessive — « Paris et le Désert français », comme devait le dire le géographe et planologue Jean-François Gravier qui du reste, vient lui aussi du royalisme — n'était pas seulement une excroissance de plus *in this jungle of traditionalist reaction* comme le dit avec mépris le professeur Weber (p. 522). Au contraire, le développement actuel de la France, comme du reste de tous les pays industrialisés, indique bien ce que l'intuition royaliste — un peu malgré elle — pouvait avoir de valable dans ce domaine. Sans doute, c'était

une illusion de penser que les rois de France eussent été partisans de l'autonomie régionale ou fonctionnelle. Il était également injuste de ne blâmer que la République pour un centralisme dont Napoléon est bien plus responsable que Robespierre. Pourtant, la défense des provinces, loin d'émaner seulement de nostalgies romantiques et de contre-sens historiques, avait beaucoup d'avenir. Elle allait constituer une excellente plateforme de réorganisation administrative, à l'heure des aménagements du territoire.

Ceci explique aussi, pourquoi certains Français, qui jadis avaient commencé leur vie militante dans l'A.F., finirent par fonder ou par rejoindre, après la guerre, des mouvements fédéralistes. Certes, parmi ceux-là également, le vieux réflexe nationaliste n'était pas toujours mort. On l'a vu par exemple lorsque, au cours du débat sur la Communauté Européenne de Défense, des hommes comme Louis Salleron quittèrent « La Fédération » pour faire campagne contre le projet, aux côtés des gaullistes et des adhérents du Comte de Paris.

D'autres, au contraire, scellèrent leurs adieux à Maurras, en combattant pour une Europe Fédérale.

Ces derniers au moins avaient-ils entièrement rompu avec leur passé ? Même cela n'est pas sûr, car à la droite traditionnaliste du Mouvement Européen, on trouve quelques anciens de l'A.F. — nous pensons notamment au grand historien suisse Gonzague de Reynold — qui voient dans l'Europe Unie la restauration d'un véritable ordre politique et moral. Ont-ils tort ? Sans doute pas entièrement. Car les civilisations, pour faire peau neuve, doivent retrouver l'inspiration de leurs héritages séculaires, de même que les traditions créatrices ne se perpétuent que par un renouvellement continu de leurs structures.

Le tort le plus grave de l'« Action Française » fut peut-être de ne pas l'avoir compris, et de s'être enlisée de plus en plus dans un conservatisme verbeux, infiniment plus bruyant que celui des Tories britanniques, mais dans le fond bien moins prêt au renouveau

